

Conseil municipal du 20 décembre 2024

Trélazéen-ne-s Agissons Ensemble.

Délibération n°13

Déclaration globale

Cher.e.s collègues,

Force est de constater que nous sommes amenés à traiter des questions budgétaires pour notre ville dans **un contexte bien particulier et incertain**. L'épisode politique que nous traversons depuis maintenant des semaines traduit **la crise profonde de notre système politique et économique**.

Nationalement, l'absence de majorité pour voter un budget (ce qui a conduit à la censure du gouvernement Barnier) résulte en grande partie du rejet des politiques antisociales qui, refusées par la plupart de nos concitoyens sont pourtant mises en œuvre par les gouvernements successifs depuis maintenant plusieurs années (l'exemple récent le plus frappant étant sans doute celui de la réforme des retraites). **Le pays paraît aujourd'hui ingouvernable** du fait de nos institutions qui empêchent l'expression de la citoyenneté. La dernière séquence électorale est particulièrement révélatrice de cette crise profonde : **pour beaucoup de nos concitoyens, tout semble organisé pour que le peuple soit empêché de choisir son destin**.

Bien entendu, **ce qui est aujourd'hui en jeu**, bien plus que les calculs politiques à court terme, les postures face à telle ou telle personnalité de premier plan, **c'est la question des politiques à mettre en œuvre nationalement et localement**.

Beaucoup de nos concitoyen.ne.s ont exprimé lors des dernières législatives un profond désir de justice et de changement. C'est ce qui ressort essentiellement du fait que le NFP soit arrivé en tête. Au-delà de l'actualité du moment, il y a donc urgence à refonder notre République, à travailler collectivement à la réinventer pour qu'elle ne soit pas balayée par ceux qui depuis toujours l'attaquent.

La démocratisation de nos institutions politiques et financières est bien entendu essentielle pour redonner un pouvoir d'action aux citoyens, pour ne pas mettre sous tutelle les collectivités locales mais **il y a aussi urgence à s'attaquer au pouvoir économique et aux pratiques néolibérales** visant à mettre l'État au service des marchés (privatisations, mises en concurrence...). Les collectivités locales sont particulièrement victimes de ces logiques. Nous avons eu l'occasion d'en parler à de multiples reprises, par

exemple en ce qui concerne les coûts de l'énergie ou la nécessité d'un contrôle public sur de nombreux secteurs, la nécessité d'initiatives politiques fortes pour satisfaire durablement les besoins de tous nos concitoyen.ne.s (éducation, santé, logement, etc.). Je pense sur ce dernier point à notre exigence partagée de voir les exonérations de TF pour les logements sociaux être compensées.

Ces points très « politiques » peuvent paraître très éloignés de nos préoccupations locales de nos concitoyens mais ils **ont en réalité des conséquences profondes sur la gestion de nos questions locales**, le quotidien des habitants (ici comme ailleurs) et donc nos questions budgétaires.

Dans ce contexte, les perspectives politiques énoncées lors de ces dernières semaines ont en effet été bien sombres pour les collectivités locales.

Le plan d'austérité de 60 milliards d'euros présenté par le gouvernement Barnier annonçait des coupes franches. Après les baisses de dotation depuis 2014, les effets de la crise du COVID, l'inflation et à l'augmentation des prix de l'énergie, les collectivités locales se voyaient ponctionnées de 5 milliards d'euros supplémentaires, auxquels il convenait d'ajouter les coupes sur le Fonds vert. Autant de moyens en moins, notamment pour l'investissement public que les collectivités assument pour une grande partie. Que de conséquences aussi pour l'activité économique locale et donc de conséquences sociales à gérer au quotidien dans nos communes.

Si la censure du gouvernement Barnier est passée par là, force est de constater que **les incertitudes les plus profondes demeurent sur la future loi de finances 2025 et les choix budgétaires qui seront faits.**

Au niveau régional, les annonces de Ch. Morançais ont largement dépassé les frontières des Pays de la Loire... Nous ne reviendrons pas sur la méthode autoritaire et l'absence de dialogue avec les élus locaux.

« Ces coupes budgétaires drastiques, qui touchent des secteurs essentiels comme la culture, le sport, l'insertion des jeunes, la solidarité et la transition écologique, auront des conséquences dramatiques pour nos communes et leurs habitants. Pouvons-nous réellement croire que la Région des Pays de la Loire n'a plus « vocation à intervenir, ou à intervenir autant » dans ces domaines ? Pouvons-nous cautionner le sacrifice de l'économie sociale et solidaire, des acteurs de la culture, du sport et de tous ceux qui font le ciment de notre quotidien ». Ces derniers mots sont extraits de la tribune que vous avez signée avec d'autres maires de l'agglomération et vous ont conduit à demander aux conseillers régionaux d'obtenir « le report du budget régional après celui de la loi de Finances 2025, l'ouverture d'une véritable concertation avec les élus du territoire, les acteurs du monde associatif et les organisations syndicales, et la reconnaissance du rôle essentiel de la culture, du sport, de la solidarité et de la transition écologique dans le développement de nos territoires ».

Si nous partageons bien entendu le fond d'une telle demande, **nous sommes néanmoins très étonnés qu'après avoir demandé aux conseillers régionaux un report du budget après la loi de Finances 2025, vous ayez insisté de manière aussi virulente pour que nous, à Trélazé, votions le nôtre avant Noël...** En particulier lorsque l'on a en tête les « *conséquences dramatiques* » que les coupes prévues par la Présidente de la Région auraient pour notre commune (comme cela est écrit dans votre tribune).

Mais bon, passons... Vous avez décidé de maintenir le vote du budget dans ces conditions et nous y sommes.

Jean-François et Julien prendront la parole dans quelques instants pour aborder plusieurs points.

Pour ma part, je tenais à confirmer ce que nous avons déjà pointé l'année dernière. Je ne ferai pas le plaisir à M. BouSSION de réitérer nos propositions (anciennes ou nouvelles) de façon à m'éviter, je l'espère, d'être traité avec le mépris qu'il a manifesté à cet égard lors du dernier BP.

Comme je vous l'ai déjà dit, nous ne faisons pas la même analyse que vous concernant la situation financière de la Ville. Cette dernière est serrée, préoccupante, elle vient conforter nos inquiétudes et ce que nous disons depuis des années.

D'une manière globale, la réalité est que, **du fait des remboursements de capital liés à vos choix coûteux du passé, l'augmentation des dépenses de fonctionnement** pourtant nécessaire et à amplifier (afin de répondre à des besoins bien réels des habitants) **impacte nécessairement l'épargne et notre capacité d'investissement pour d'autres projets utiles aux Trélazéen.ne.s.**

La preuve : **vous êtes obligés d'avoir à nouveau recours à l'emprunt pour financer l'adaptation des équipements au développement de services publics** tenant compte de l'évolution de la démographie et des caractéristiques socio-économiques de la population (Maison France Services, locaux jeunesse, établissements scolaires, réhabilitation thermique des bâtiments, végétalisation des cours d'école...). Que l'on soit bien clairs : **il ne s'agit en rien de contester la nécessité de tels investissements** mais **avoir recours à l'emprunt pour ce faire est clairement le signe d'une situation financière très serrée, l'épargne ne permettant pas d'auto-financer les investissements dont la ville a besoin.**

Cette situation est bien évidemment le résultat de vos choix stratégiques pour la ville, des choix à l'œuvre depuis des années. Nous avons toujours dit que, si vous n'étiez pas responsables de tous les problèmes que notre ville rencontre, **vos stratégie**

événementielle engloutit chaque année des sommes énormes qui pourraient, au moins en partie, permettre de mieux répondre aux besoins quotidiens des habitants de notre commune.

Cette année encore, et malgré tous vos efforts pour tenter de maquiller la réalité, c'est encore près d'un million d'euros que la Ville a versé pour les festivités estivales (750 000 euros de subvention pour le Festival, 143 175 euros pour la Fête nationale du 15 juillet dernier et, en plus, le coût de l'intervention du personnel mobilisé dans un certain nombre de domaines). L'année dernière, nous parlions de la fin d'un modèle. C'est confirmé cette année ! Je n'oublie pas non plus le 1.2 million d'euros annuel pour le remboursement de l'Arena.

Je le répète, il ne s'agit pas pour nous d'en finir avec le Festival (comme vous le claironnez) mais de le repenser. Et oui, bien évidemment, son coût fait partie de l'équation. Il fait d'autant plus partie de l'équation que, compte tenu des coupes annoncées par la Région, il ne faudrait pas que le fait de continuer à mettre presque un million dans les festivités estivales remette en cause notre capacité à soutenir la viabilité des actions de ceux touchés de plein fouet par ces décisions brutales.

Pour faire face, nous restons persuadés de la nécessité d'aller au bout, de se donner réellement les moyens d'agir et de changer de logiciel, de changer de stratégie et ce, pour opérer des choix politiques en faveur de nos concitoyens.